Recherche et information sur l'économie publique et l'économie sociale

La Lettre du CIRIEC-France

n°214 – Novembre 2026

Sommaire

- Edito de Jean-Louis Cabrespines p.2
- Actualités nationales et internationales p.4
  - 11ème conférence internationale de recherche en économie sociale du CIRIEC 30 juin- 1er et 2 juillet 2027 - Bogota (Colombie)
  - Les Rencontres du Mont Blanc 2027 – ESS Forum International
  - 11ème édition des Journées de l'économie autrement – 27-28 novembre 2026 - Dijon
  - Les intercommunalités en Europe : un renouveau pour la gouvernance territoriale -EUROPA
  - Réseau jeunes chercheurs – CIRIEC International
  - Et si nous arrêtions vraiment ? UNIOPSS
  - Santé financière des associations, la crise s'enlise – Le Mouvement Associatif
  - La boussole citoyenne de la Convention démocratique – Etats Généraux de la Santé et de la Protection sociale
  - Rapport annuel sur l'état de la France – CESE
  - Rapport annuel sur l'état de la fonction publique – Ministère de l'Action et des Comptes Publics
  - Agir dès l'enfance : quand les villes et les intercommunalités se mobilisent – Réseau français Villes – Santé
  - Vers quels équilibres socio-économiques territoriaux ? – Trajectoires Socio-économiques
- Travaux du CIRIEC p12
  - Publication de l'ouvrage collectif « Rallumons les Lumières ! » Galilée.sp
  - Projet de recherche : « Un nouveau paradigme impérial ? »
- Libres propos p.14
  - Qui veut la peau des mutuelles ? – Alain Arnaud
  - Écouter la jeunesse, préserver la solidarité et réaffirmer la promesse de l'École de la République – Bertrand Souquet
  - Pour un Accord national interprofessionnel sur les salariés aidants ! – Jean-Philippe Milésy
  - Reprendre le pouvoir sur l'économie et changer notre approche de la distribution des richesses – Colas Amblard
- Propositions de lecture p.19
  - La relève – Jean-François Pascal et Maxime Baduel
  - Repenser l'économie sociale et solidaire – Jean-François Draperi
- Agenda p.20

Edito du Président

Candide est perdu !



Jean-Louis Cabrespines
Président du CIRIEC-France

Souvent, je voudrais être comme Candide à qui Voltaire fait dire, dans son conte philosophique *Candide ou l'Optimisme* : « Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ». Mais voilà, pourquoi mettre ses œillères et ne pas voir ce qui nous entoure, ce que le monde en dérive nous présente, et comment rester indifférent et ne pas s'engager dans un monde en déshérence.

Chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles (et quelquefois de bonnes dans lesquelles nous mettons encore plus d'espoir que les choses puissent évoluer favorablement pour que chacun partage, s'écoute, s'entraide).

Le monde qui s'embrase dans tous les coins de la planète avec des manifestations souvent dues aux mêmes causes nées de l'interventionnisme américain et des conséquences de positions hégémoniques, de la folie meurtrière du président de la Russie, des évolutions politiques dans de nombreux pays qui montrent une accélération des rejets de populations et un accroissement des phénomènes de racisme sous toutes ses formes (l'attaque de Trappes en est un exemple), des bouleversements politiques et économiques qui auront sans aucun doute des conséquences graves partout dans chacun des pays et des risques de repli sur soi, des guerres provoquées par de « va-t'en guerre » où les préoccupations narcissiques se lient à des désirs de domination et à une folie meurtrière, où la vie humaine n'a plus de prix.

La France dans laquelle les mécontentements grondent partant des revendications justes de la jeunesse qui ne se sent pas prise en compte ou des populations qui souffrent quotidiennement d'une perte de pouvoir d'achat, de tensions relationnelles, de modes de vies de plus en plus contraints, face à des réponses inadaptées dans lesquelles la violence devient un outil politique pour justifier les divisions de tous bords.

Quelquefois une lueur d'espoir que tout n'est pas perdu : l'élection de Lula au Brésil, la victoire du Mouvement des Étudiants en Serbie, ou le résultat des Midterms aux Etats-Unis vient redonner un peu de baume au cœur et nous fait dire qu'il est encore possible que des changements puissent se produire. Ces espoirs nous donnent un regard nouveau sur ce qui peut encore arriver et sur cette conviction encore un peu présente qu'une autre société est possible et que les humains peuvent vivre ensemble dans une certaine forme d'acceptation mutuelle et l'expression d'une solidarité.

Mais la réalité nous rattrape souvent !

Si nous n'avions pas cette conviction, nous ne pourrions pas continuer à défendre l'intérêt général, moteur de notre cohésion sociale. L'économie collective en est un exemple précis, mais pour qu'elle puisse se mettre en place, il faut des acteurs qui agissent ensemble dans un même but.

Entre initiative privée (l'ESS) et intervention publique (les pouvoirs publics), il est de plus en plus nécessaire de parler d'une même voix et d'agir en cohérence.

Mais comment faire face à un gouvernement qui reste sourd à toutes les demandes mais surtout à tous les constats d'une véritable mort annoncée de tout ce qui fait la vie des territoires, et particulièrement les acteurs de l'ESS qui jouent un rôle fondamental dans l'aménagement, la vitalité et la résilience des territoires, en particulier dans les zones rurales, les quartiers prioritaires et les bassins touchés par des restructurations.

Maxime Baduel et Jean-François Pascal, dans leur livre « La relève »[1] donnent un début d'explication sur l'incompréhension qui peut exister entre un État centralisé et des acteurs de l'ESS agissant au plus près des populations : « Ce qui manque fondamentalement à l'État contemporain, c'est la capacité à construire un rapport fécond avec les acteurs de terrain, les territoires et les multiples formes d'expérience et d'expertise qui s'y déploient. L'action publique demeure trop souvent prisonnière d'une conception descendante et unilatérale, où la décision se prend en haut et se déroule mécaniquement en bas, sans véritables boucles de rétroaction, sans apprentissage collectif, sans co-construction. »

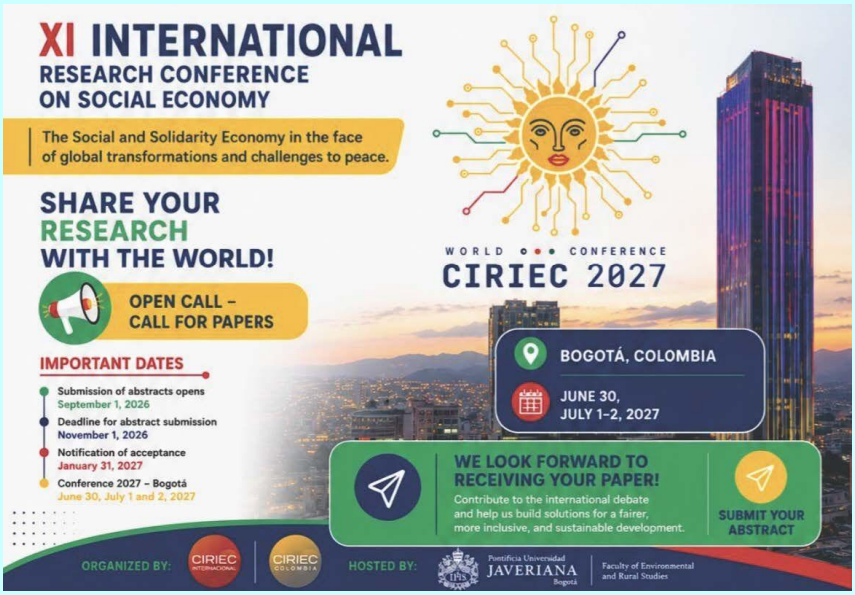
Ce qui est vrai dans le cas des relations entre acteurs locaux et État est aussi vrai pour les décisions gouvernementales et leurs conséquences sur toutes les structures de l'ESS. Ainsi, les décisions prises sans concertation par le gouvernement concernant les mutuelles entraînent des conséquences graves pour celles-ci mais aussi pour l'ensemble des assurés sociaux, ainsi que le souligne Alain Arnaud dans son article.

Nous ne pouvons pas rester indifférents à ce qui se passe dans notre pays et dans le monde. A notre niveau, nous devons agir pour continuer à défendre un autre modèle économique et social qui soit plus respectueux des personnes, des territoires, de l'environnement, …. Les initiatives face aux offensives de toute espèce venant de ceux qui défendent des modèles libéraux voire illibéraux doivent se développer dans une approche commune. Ce n'est que parce que nous saurons mener ensemble des actions que nous pourrons faire entendre notre voix et sans doute un peu changer les comportements. La tâche sera rude et sans doute plus aujourd'hui qu'hier, mais elle mérite que nous nous y attelions ensemble pour que nos valeurs prédominent.

******

[1] Maxime Baduel – Jean-François Pascal – « La relève – pour une transformation économique, sociale et politique » - collection « mondes en transition » - Les Petit Matins - 2026

11ème conférence internationale de recherche en économie sociale du CIRIEC



EN SAVOIR PLUS…

ESS-SSE Forum International

LES RENCONTRES DU MONT-BLANC 2027





L'économie autrement, c'est maintenant !

Nouvelles menaces, nouveaux combats
Insécurités alimentaires, intelligence artificielle, chocs climatiques, pertes de souveraineté, solitudes, populismes..., l'époque brasse de nombreuses menaces.
Émergentes, accentuées ou ayant changé de visage, beaucoup apparaissent comme nouvelles aux yeux des citoyens partout dans le monde, qui affichent alors leurs doutes, leurs craintes et leurs anxiétés. Face à ces nouvelles menaces, quels combats engager ?
Quels sont nos ressorts, nos ressources et nos renforts ?
À partir de quelles pensées, quelles expérimentations, quelles solutions et quelles mobilisations allons-nous pouvoir mener ces nouveaux combats ? En mettant la focale sur ces nouvelles menaces et ces nouveaux combats, les JEA 2026 insistent sur une notion plus centrale que jamais, l'engagement, et sur un impératif qui ne cesse de gagner en importance,
faire et vivre l'économie autrement.

👉 **PROGRAMME DES JEA 2026**
Entrée gratuite et sans inscription
Centre-ville de Dijon

A noter : le 27 novembre de 14h à 16h une table ronde organisée par :

Pourquoi n'arrivons-nous plus à protéger les enfants ?

Conseil Régional
Salle des séances

europa

Entretiens Universitaires Réguliers pour l'Administration en Europe

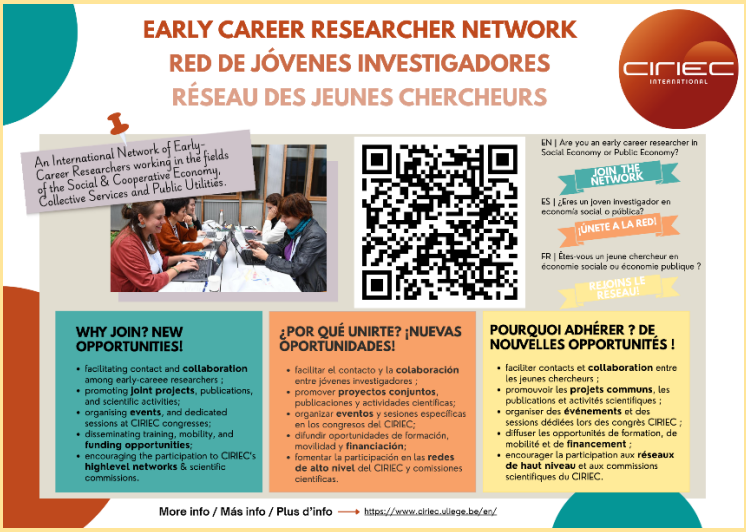
2026 – Les intercommunalités en Europe : un renouveau pour la gouvernance territoriale ?

Vendredi 20 novembre 2026 – Espace KAURI, société OKANTIS, 18 avenue d'Ariane à LIMOGES

En raison des évènements survenus le 17 octobre dernier, le colloque EUROPA initialement prévu à la Mairie de Limoges s'installe dans un nouveau lieu. Grâce à la mobilisation et à la solidarité de nos partenaires, cette 30e édition pourra ainsi se tenir, comme prévu, le 20 novembre prochain, dans un nouveau cadre : l'Espace KAURI, au siège de la société OKANTIS.

EN SAVOIR PLUS SUR L'EVENEMENT
S'INSCRIRE EN LIGNE
PROGRAMME

RESEAU JEUNES CHERCHEURS CIRIEC



Découvrez le Réseau des jeunes chercheurs du CIRIEC International ! 🚀
Vous travaillez sur l'économie sociale ou l'économie publique ?
Échangez, collaborez et saisissez de nouvelles opportunités !

👉 Rejoignez le réseau ! https://lnkd.in/eP-HMHg4

« Et si nous arrêtions vraiment ? »

Communiqué de presse de l'UNIOPSS

Paris le 22 octobre 2026 - 1 500 personnes réunies à Paris, des mobilisations dans toute la France et déjà plus de 30 000 signatures pour la pétition. Tout au long de la semaine du 12 octobre, l'alerte « Et si nous arrêtions vraiment ? » a rendu visible la fragilisation des associations des solidarités et de la santé. Mais l'urgence demeure : des services ont déjà fermé, d'autres sont menacés, et les besoins des personnes accompagnées ne cessent de croître. La pétition nationale reste ouverte et l'Uniopss, aux côtés des organisations mobilisées, poursuit son interpellation des pouvoirs publics pour obtenir des réponses concrètes, à la hauteur de l'urgence.

« Nous avons voulu montrer ce qui se passerait si les associations s'arrêtaient vraiment. Pour certaines, d'ailleurs, les arrêts ont déjà commencé. D'autres mobilisations ont marqué l'actualité de ces derniers jours mais celles-ci ne doivent pas faire oublier ce que nous avons exprimé fortement durant toute la semaine passée : la nécessité de financer à hauteur des besoins les politiques publiques des solidarités et de la santé pour garantir les droits des personnes vulnérables, pour permettre aux associations de continuer leur action, pour mieux reconnaitre les professionnel(le)s, et plus généralement, pour renforcer les solidarités dont notre société a besoin chaque jour. » **souligne Daniel Goldberg, président de l'Uniopss**

Une mobilisation nationale pour montrer que les arrêts ne sont plus une hypothèse

LIRE LE COMMUNIQUE DE PRESSE…

SANTÉ FINANCIÈRE DES ASSOCIATIONS : LA CRISE S'ENLISE

Un an et demi après la sortie des premiers chiffres alarmants, les résultats du troisième volet de l'enquête nationale sur la santé financière des associations confirment une réalité préoccupante : la situation s'enlise et reste sans réponses politiques, alors même que les Français et Françaises reconnaissent massivement l'utilité et le rôle démocratique des associations.

Menée en septembre 2026, cette troisième vague de l'enquête nationale sur la santé financière des associations repose sur 3 575 questionnaires exploitables. Elle a été réalisée par Le Mouvement associatif, le Réseau national des maisons des associations (RNMA), l'Observatoire régional de la vie associative (ORVA) des Hauts-de-France, Hexopée et Elisfa, avec le soutien du Crédit Coopératif.

Quatre principaux enseignements sont révélés par les résultats :

- Une situation financière qui reste extrêmement fragile
- Des financements publics qui continuent à s'amoindrir
- Des conséquences réelles sur les activités et l'emploi qui se confirment
- Des associations qui restent peu entendues malgré leur rôle essentiel plébiscité par les Français et Françaises

« Un an après la mobilisation nationale #ÇANETIENTPLUS, les résultats de cette troisième enquête montrent que l'urgence demeure entière. Les associations ne peuvent plus compenser la fragilité de leurs moyens par des efforts d'adaptation, des réductions d'activités et une pression accrue sur leurs salarié·es et leurs bénévoles. Sans réponses fortes et rapides, c'est la capacité associative à répondre aux besoins de la population, mais aussi une part essentielle du lien social et de la vitalité démocratique des territoires, qui risquent de s'affaiblir durablement »

Lire le communiqué de presse

Accéder aux résultats de l'enquête



Connaissez-vous "la boussole citoyenne" issue des États généraux de la santé et de la protection sociale ?
Dans le cadre de la Convention démocratique des États généraux, 50 citoyens tirés au sort parmi des milliers de volontaires ont défini leur "boussole citoyenne" : un socle de repères communs destiné à guider toute réforme de notre système de santé et de protection sociale.
Cette boussole rassemble les idées les plus partagées autour de quatre points cardinaux

👉 Au Nord, les valeurs fondamentales : ce qui est intouchable dans la vision du système.
Universalité, équité, solidarité, patient au centre, protection des données : le socle à préserver.

👉 À l'Est, la méthode : comment réformer.
Concertation citoyenne, régulation de l'intervention des lobbys, vision longue, glissement vers la prévention et l'approche globale "One Health" du système de santé : le chemin à suivre.

👉 Au Sud, les lignes rouges : ce qui est inacceptable.
Système financiarisé et lucratif, médecine à deux vitesses, toute forme de discrimination : les frontières à ne pas franchir.

👉 À l'Ouest, les garanties structurelles : ce que le système doit concrètement assurer.
Un hôpital public fort, un accès équitable aux soins sur tout le territoire, la qualité de la formation des soignants, une information compréhensible pour tous : les conditions indispensables au bon fonctionnement du système.

Pour découvrir "la boussole citoyenne" dans son intégralité :

https://www.placedelasante.fr/wp-content/uploads/2026/09/Etats-Generaux-Avis-citoyen-Convention-democratique.pdf



Pour la première fois depuis 1945, le nombre de décès en France dépasse celui des naissances pour l'année 2025. Ce « basculement » démographique qui influe sur notre rapport à l'avenir, n'est ni une surprise ni une fatalité. Le CESE propose un changement de paradigme : faire d'une contrainte démographique l'occasion de repenser nos solidarités. Il fait le choix d'une approche globale : mieux anticiper les besoins par de la planification, des politiques et services publics adaptés, des investissements ciblés. Le CESE appelle à préserver le modèle social par l'emploi, à amplifier les leviers que constituent l'école et l'habitat et à respecter le droit des femmes contre toute pression nataliste. Le Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF), intègre un sondage Ipsos révélant que le pouvoir d'achat demeure la principale préoccupation des Français en 2026. Une majorité de Français (56 %) estiment pouvoir vivre correctement, mais pour les 44 % qui expriment des difficultés, celles-ci culminent aux âges où les charges familiales sont les plus fortes.

CONSULTER LE RAPPORT

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS
Liberté

LE PORTAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique – édition 2026

Le *Rapport annuel sur l'état de la fonction publique* vise à diffuser le plus largement possible les données et analyses relatives aux ressources humaines des trois versants de la fonction publique. Il nourrit le dialogue social et contribue au débat public.
Chaque année, les vues d'ensemble dressent un bilan de l'évolution de l'emploi public, des flux de personnels, des rémunérations, de la formation, du temps de travail et de son organisation. Dans la version détaillée du rapport, chacune des vues est complétée par des données mettant en perspective les résultats annuels avec leurs tendances sur des périodes plus longues.
Cette année, le rapport propose également un dossier sur la perception qu'ont les agents publics de leurs conditions de travail. Quelle proportion d'agents considèrent être soumis à des contraintes physiques, à de la pression temporelle ou à une absence de marge de manœuvre ? Combien d'entre eux déclarent vivre des situations exigeantes émotionnellement, des relations au travail difficiles, ressentir un manque de reconnaissance ou encore être confrontés à des conflits de valeurs ? Dans la rubrique « Autres données », sont mises à disposition celles couvrant des thématiques diverses, allant de la politique sociale aux accidents du travail et exposition aux risques professionnels en passant par la représentation sociale.

CONSULTER LE RAPPORT

Webinaire « Agir dès l'enfance : quand les villes et les intercommunalités se mobilisent »

Comment les collectivités peuvent-elles promouvoir la santé dès le plus jeune âge ? Quelles actions mettre en œuvre pour soutenir les familles et réduire les inégalités de santé?

Le Réseau français Villes-Santé répond à ces questions lors d'un webinaire de restitution de son groupe de travail consacré à la santé des enfants, des jeunes et à la parentalité.

Mardi 18 novembre de 10h30 à 12h00 – en ligne

Parce que la santé se construit dès l'enfance, et que les collectivités territoriales ont un rôle clé à jouer !
S'inscrire dès maintenant !

Vers quels équilibres socio-économiques territoriaux ?
57ème webinaire « Impact & trajectoires »

Jeudi 26 novembre 2026,
de 13h à 14h30

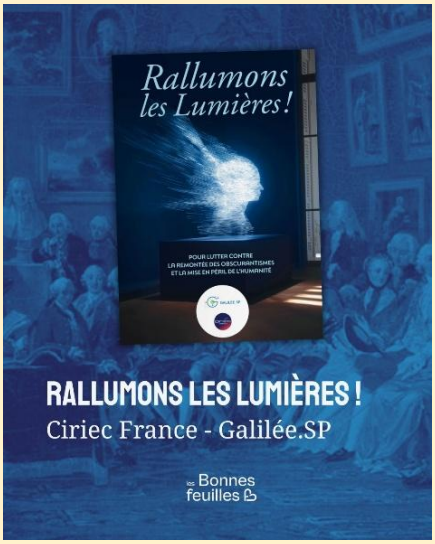
EN DIRECT DU SALON DES MAIRES

S'INSCRIRE

ACTUALITES DE GALILEE.SP

Le collectif Galilée.sp est un laboratoire d'idées
au sein du CIRIEC-France
dédié au service public et aux fonctions publiques
https://galileesp.org/

L'ouvrage collectif « *Rallumons les Lumières* ! » est disponible



Face au constat de crises multiformes qui se multiplient et remettent en cause le fondement des démocraties construites depuis trois siècles, cet ouvrage ouvre une porte vers l'avenir en présentant l'actualité de l'esprit et des valeurs des Lumières pour relever les défis que soulèvent les mutations idéologiques, économiques, environnementales, sociales, démocratiques que nous affrontons en France, en Europe, dans le monde. 11contributeurs reviennent sur les origines des Lumières, leur esprit et leurs valeurs universelles. Ils soulignent les dynamiques qu'elles ont engendrées, leurs concrétisations et les obstacles qu'elles ont dû affronter. Ils montrent leur actualité pour continuer à promouvoir les émancipations individuelles et collectives, pour combattre les dominations, les menaces autocratiques et les prédations, pour défendre l'idéal démocratique et les principes de l'État de droit dans une humanité en danger.

Rallumons les Lumières !
invite à se mobiliser et à agir dans tous les domaines et à chaque niveau, car toute contribution trouvera sa pertinence dans des dynamiques de solidarité et d'émancipation.

COMMANDER LE LIVRE :

- Editions Les Belles Feuilles
- le réseau Eyrolles
- Place des libraires
- Cultura
- Amazon

UN NOUVEAU PARADIGME IMPÉRIAL ?

A NEW IMPERIAL PARADIGM?

- Proposition d'un « programme de recherches » interrogeant le développement d'un nouveau paradigme. / *Proposal for a « research program » examining the emergence of a new paradigm.*
- Après le keynésianisme dialectique économique-social après 1945 / *Following the dialectic socio-economic Keynesiasm of the post-1945 period,*
- Après le néo-libéralisme libérant les forces du marché depuis 1975 / *Following the neoliberalism that unlashed market forces from 1975 onwards,*
- Un nouveau paradigme de la connaissance et de l'action collective ? / *A new paradigm of knowledge and collective action?*
- Autour de Trump II (Peter Thiel, Curtis Yarvin, Nick Land, etc.) profonde rénovation des pensées et stratégies des puissances économiques, financières, culturelles - qui veulent éradiquer tout progressisme / *Centred on the « Trump II » phenomenon (Peter Thiel, Curtis Yarvin, Nick Land, etc.) a profound overhaul of the thinking and strategies of economic, financial, cultural powers – who seek to eradicate all forms of progressivism.*
- Leurs références : les « Lumières sombres », « Le capitalisme et la concurrence sont incompatibles », « La liberté et la démocratie ne sont pas compatibles », « il faut gérer l'Etat comme une entreprise », avec un PDG, roi ou empereur / *Their guiding concept: the « Dark Enlightenment », « Capitalism and competition are incompatible », « Freedom and democracy are not compatible », « State must be run like a corporation », led by a CEO, king or emperor*

LE RETOUR DES EMPIRES :

américain en déclin relatif, russe exsangue, chinois en dynamique de revanche



THE RETURN OF EMPIRES:

American in relative decline, Russian drained of vitality, and Chinese empire driven by a dynamic of historical grievance

NOUVEAU PARADIGME / *NEW PARADIGM:*

1 - GAGNANTS / *WINNERS*		0 - PERDANTS / *LOOSERS*
Innovateurs/*Innovators*, Monopoles/*Monopolies* (GAFAM, Palantir, IA/*AI*)		Masse des opérateurs, utilisateurs / *Mass of operators and users*
Accaparent et instrumentalisent le Pouvoir d'Etat, dominations, contrôles, Police Armée / *Seize and instrumentalise State Power, exercise domination and control, deploy police and military forces*	**ET/ OU**	Consommateurs assistés / *Assisted consumers*
Recolonisations / *Recolonisation*	**AND/ OR**	Assujettis, asservis, contrôlés, désocialisés, colonisés / *Subjected, subjugated, controlled, desocialized, colonised*
Eliminer les obstacles institutionnels (multilatéralisme, Etat de droit), normatifs, sociaux, démocratie pluraliste, Lumières / *Eliminate institutional obstacles (multilateralism, rule of law), normative and social obstacles, as well as pluralistic democracy and Enlightenment values*		Décivilisation / *Decivilisation*

Proposition de recherche / *Research proposal*

Il s'agit de conduire des recherches approfondies sur ces thèses. S'agit-il d'un renouvellement de la pensée néo-libérale, libertarienne, néo-réactionnaire, totalitaire, fascisante ? Est-il à la fois défensif - repli sur les Amériques comme résistance à la Chine, consolidation et résistance face au déclin relatif des USA, à leur déclassement de la catégorie « centre du monde » qu'ils croyaient acquise après 1989 - et offensif, avec des replis (tactiques ?), Vénézuéla, Groenland, l'Iran

The task is to conduct in-depth research into these theses. Does this represent a renewal of neoliberal, neo-reactionary, totalitarian, or proto-fascist thought? Is the stance simultaneously defensive – a retreat to the Americas as a form of resistance against China, and a consolidation in the face of the USA's relative decline and loss of the "centre of the world" status it believed secured after 1989 – and offensive, involving (tactical?) retreats or shifts Venezuela, Greenland, Iran?

L'Europe – en particulier sa forme politique qu'est l'Union européenne, ses valeurs fondatrices, sa civilisation, deviennent ennemis à abattre s'ils n'acquiescent ou ne relayent pas. Nous avons affaire à des stratégies d'asservissement, de vassalisation ou de recolonisation face auxquelles chaque Etat séparé est impuissant.

Europe – specifically its political manifestation, the European Union, along with its founding values and civilisation – is being targeted as an enemy to be brought down if it fails to acquiesce or act as a conduit. We are confronting strategies of subjugations, vassalization, or recolonisation against which any single state acting alone is powerless.

Objectifs / *Objectives*

- étudier et analyser le nouveau paradigme dans tous ses effets (USA, Europe, Canada, Amérique du Sud, illibéralismes, etc.), / *study and analyse the new paradigm in all its effects (USA, Europe, Canada, South America, etc.)*
- examiner ses conséquences mortifères pour l'économie publique, comme sociale et coopérative,/ *examine its destructive consequences for the public, social, and cooperative economies,*
- de quelles puissances publiques ambitieuses, démocratiques, non-alignées, avons-nous besoin ? / *what kind of ambitious, democratic, and non-aligned public authorities do we need?*
- étudier la construction de pistes et projets alternatifs / *study the construction of alternative paths and projects.*

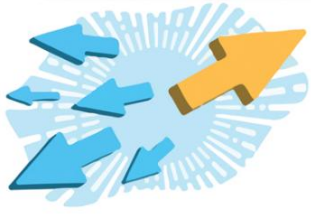
Références principales / *Main references:*

THIEL P., 2016, *De zéro à un, Comment construire le futur*, JC Lattès
YARVIN C., 2025, Blog https://graymirror.substack.com/p/reconciling-the-right
LAND N., 2022, *The Dark Enlightenment*, Imperium Press
MIRANDA A., 2026, *Les Lumières sombres - Comprendre la pensée néoréactionnaire*, Gallimard
SITE Le Grand Continent, https://legrandcontinent.eu/fr/2025
SITE CIRIEC France (Pensées Hayek, Peter Thiel, Curtis Yarvin) www.https://ciriec-france.fr

Auteurs/*Authors :*

Pierre Bauby IEP de Paris, bauy.pierre@orange.fr
Alain de Toledo Université Paris 8, de-toledo.alain@orange.fr,

https://ciriec-france.fr/



INFORMATIONS A VENIR

QUI VEUT LA PEAU DES MUTUELLES ?



Alain ARNAUD
Président d'honneur du CIRIEC-France
Ancien président de la Mutualité Fonction Publique
Administrateur honoraire de la Mutualité Française

Une nouvelle fois le monde de la mutualité est confronté à des tentatives de déstabilisation qui interrogent sur la volonté de leurs auteurs d'en finir avec un système de protection complémentaire santé qui, pour les uns ne devrait pas exister et se fondre au sein du Régime obligatoire, pour d'autres prend trop de place sur un marché concurrentiel qui ne devrait être occupé que par des organismes à but lucratif, et pour l'État engrange trop de réserves et coûte cher en gestion.

Il est clair que jamais un mouvement social tel que la mutualité n'a été aussi malmené depuis plus de 25 ans. Souvenons-nous : transformation de ses actions de solidarité face aux aléas de la vie en activités concurrentielles d'assurance, soumission aux contraintes réglementaires européennes liées à ce secteur d'activité, séparation des gestions des prestations santé et des « œuvres sociales », exigence d'honorabilité et de compétence pour les dirigeants élus démocratiquement, fiscalisation à l'impôt sur les sociétés et à la taxe sur les conventions d'assurance, interventions de l'État dans l'offre mutualiste… On ne peut pas dire que l'évolution de cette activité à caractère social et solidaire ait été un long fleuve tranquille. S'ajoute le contexte général ambiant de dénigrement, parfois violent, visant le niveau des réserves prudentielles et les frais de gestion des mutuelles, ces derniers étant abusivement et faussement comparés à ceux de la Sécurité Sociale.

Malgré tout, la mutualité a fait preuve de résilience et s'est adaptée à ces évolutions, mais elle peine à se maintenir hors du piège infernal de la banalisation qui, lentement mais surement, s'est refermé sur elle au fil du temps, mettant en péril sa vocation originelle. Liberté d'adhésion, représentation des bénéficiaires, vie démocratique, souveraineté des assemblées générales pour décider des prestations et des cotisations, prises en charges solidaires, constituent les critères fondamentaux que doivent respecter les mutuelles notamment celles régies par le code de la mutualité. Or, cette spécificité du modèle mutualiste a été battue en brèche par le règne du couple marché-concurrence dominant en Europe, censé protéger le citoyen consommateur, mais qui en réalité détruit les systèmes de solidarité volontaire. En effet solidarité mutualiste et nomadisme concurrentiel ne se conjuguent pas, à plus forte raison quand la concurrence est encouragée par les pouvoirs publics pour, soi-disant, faire baisser les tarifs !

La généralisation des contrats collectifs obligatoires en entreprise depuis 2013, puis dans les fonctions publiques aujourd'hui, n'ont fait qu'accroître la banalisation des mutuelles considérées comme des acteurs assurantiels comme les autres, et accentuer les atteintes portées aux principes démocratiques et solidaires du mouvement mutualiste. On ajoutera que la mutualité subit de la part de trop de décideurs publics la méconnaissance désespérante des principes de fonctionnement des mutuelles non lucratives. En dernier lieu la tentative à l'initiative d'un parlementaire (de gauche !) de bloquer leurs tarifs, fort heureusement censurée par le Conseil constitutionnel.

Rappelons que l'activité des complémentaires santé est régulée par les autorités de contrôle prudentiel qui les obligent à disposer de réserves suffisantes pour garantir leur solvabilité. Pour constituer ces réserves impartageables, les mutuelles non-lucratives n'ont pas d'autre choix que d'affecter leurs indispensables excédents à leurs réserves pour accompagner leur développement et maintenir dans le temps leur ratio de solvabilité au niveau requis, alors que les sociétés de capitaux peuvent faire appel à leurs actionnaires si nécessaire. Cette réalité comptable n'empêche pas les pouvoirs publics de continuer à taxer l'activité des mutuelles santé tant leur incurie à gérer financièrement l'assurance-maladie obligatoire les incite à aller ponctionner leur portefeuille alors qu'elles ont l'obligation d'équilibrer leurs comptes. Le gouvernement vient une nouvelle fois d'en rajouter avec des transferts de charge annoncés pour 1,5 milliard d'euros soit près de 1,7 milliard avec les taxes. Comme l'indiquent la Mutualité Française et son président Eric Chenut, **transférer une charge ne la fait pas disparaître** ! Dès lors, toute charge nouvelle imposée aux mutuelles va se répercuter inévitablement sur les cotisations des assurés, c'est arithmétique, et cela accentue encore la difficulté d'accès à une couverture complémentaire santé pour nombre de nos concitoyens. Si on ajoute la violence des propos de nombreux professionnels de santé libéraux qui considèrent qu'en regard du niveau de leurs réserves les mutuelles doivent prendre en charge comme si elles étaient leurs obligées l'intégralité de leurs dépassements d'honoraires, non bloqués eux, on voit que le contexte de fonctionnement des mutuelles n'est pas des plus serein.

Il est donc temps d'arrêter de les vilipender car il est nécessaire, aujourd'hui encore plus qu'hier, d'avoir une couverture complémentaire pour accéder aux soins, notamment en soins courants. La diminution tendancielle de la part du Régime Obligatoire confère ainsi à cette couverture complémentaire un rôle indispensable pour l'intérêt général, rôle qui ne lui est pas reconnu puisqu'elle est aujourd'hui totalement livrée au marché concurrentiel que se disputent mutuelles, assureurs, bancassureurs et institutions de prévoyance.

Si l'on veut conserver dans ce pays une large solidarité pour l'accès aux soins, il est temps de rebattre les cartes et d'ouvrir une réflexion profonde sur la reconfiguration de notre protection sociale maladie solidaire.

Il serait particulièrement utile de considérer la complémentaire santé, non plus comme un produit de marché mais comme un service social d'intérêt général, garantissant à tous un accès solidaire aux soins essentiels, et d'organiser les synergies fonctionnelles utiles entre assurance maladie obligatoire et complémentaires santé. Le récent rapport remis à la ministre de la Santé sur ce sujet ouvre des pistes intéressantes, mais la question de la soutenabilité de la protection sociale maladie face à la croissance des dépenses de santé, au vieillissement de la population et à son mode de financement reste entière.

Dans ce contexte, les mutuelles, les vraies, celles qui sont sans but lucratif et qui ne rémunèrent pas d'actionnaires, sont les mieux placées pour contribuer à une meilleure efficience du système de santé, sur le fondement des valeurs et des principes de l'économie sociale et solidaire, en valorisant leurs multiples activités au service de l'intérêt collectif, en synergie avec la Sécurité Sociale.

Ce serait également l'un des meilleurs moyens de préserver notre système de santé de la marchandisation et des tentatives de prédation organisée par des groupes financiers spéculateurs.

Écouter la jeunesse, préserver la solidarité et réaffirmer la promesse de l'École de la République



Bertrand SOUQUET,
Président de l'ESPER
Vice-président du CIRIEC-France

Edito de la Lettre de l'Esper - Octobre 2026

Depuis plusieurs semaines, lycéennes, lycéens et étudiants font entendre leur voix dans tout le pays. Au-delà des revendications concrètes sur leurs conditions d'études au quotidien — qu'il s'agisse du manque de moyens, des difficultés matérielles ou de l'angoisse accrue face aux mécanismes d'orientation —, cette mobilisation traduit une inquiétude profonde pour l'avenir. Face aux inégalités, à l'urgence climatique, aux tensions internationales et à la tentation du repli individualiste, les aspirations de la jeunesse sont légitimes et doivent trouver des réponses à la hauteur des enjeux. Pour L'ESPER et l'ensemble de ses organisations membres — associations, mutuelles, coopératives et syndicats de l'éducation et de l'économie sociale et solidaire —, l'École publique et laïque demeure le creuset indispensable de la République. Elle est ce lieu commun où se construisent l'émancipation et la transmission de valeurs partagées. Loin d'être une simple contestation, ces moments d'expression collective constituent souvent pour les plus jeunes une première initiation concrète à la vie démocratique et au débat public. Cet apprentissage de la citoyenneté, de la coopération et de l'action collective est au cœur de ce que nous défendons chaque jour. Face aux doutes, la seule réponse féconde réside dans le dialogue, l'écoute mutuelle et le respect des libertés démocratiques d'expression. Dans cette période charnière, l'heure ne doit pas être à la division ni à la remise en cause des piliers de notre cohésion. Attaquer l'action publique ou fragiliser le modèle de l'Économie Sociale et Solidaire sur le seul objectif de la réduction des déficits publics serait une erreur : mutuelles, coopératives et associations constituent le ciment du vivre-ensemble. Réduire les moyens alloués à ces structures et à l'Éducation, c'est risquer d'affaiblir les coopérations locales et de déliter le lien social qui unit nos territoires. C'est au contraire en soutenant et en consolidant ces acteurs que nous garantissons une action durable au service du bien commun. À l'heure où notre société s'interroge sur son modèle et sur son avenir, il est impératif de faire le choix de la jeunesse et de l'investissement solidaire et éducatif.

Aux côtés de l'ensemble de la communauté éducative, L'ESPER réaffirme son engagement pour une École qui protège, forme et émancipe, et appelle à rassembler toutes les énergies pour bâtir, avec la jeunesse, un horizon fraternel et porteur d'espoir.

CONSULTER LA LETTRE DE L'ESPER

Pour un Accord national interprofessionnel sur les salariés aidants !



Jean Philippe Milesy
Secrétaire général de l'Institut Polanyi
Membre du Conseil d'administration du CIRIEC-France

Alors qu'une étude de la DREES a révélé que 49% de près des 6 millions d'aidants ne bénéficient pas de répits satisfaisants, l'OCIRP réunissait le 2 octobre à l'occasion de la Journée des aidants près de 250 personnes au studio 105 de la Maison de la Radio. La manifestation organisée par le LabOcirp qu'anime Jean Manuel Kupiec en partenariat avec ViaVoice gagne d'années en années en ampleur et en intensité réunissant les principaux acteurs de la question (ANDRH, institut 4-10, Orse…) mais aussi à haut niveau les partenaires sociaux. Si la nouvelle étude de ViaVoice ne marquait pas, hélas, d'évolutions notoires, avec des entrées de plus en plus jeunes dans l'aidance et une durée de celle-ci ayant tendance à s'allonger, les débats ont montré une prise de conscience et une implication de plus en plus forte tant des professionnels (DRH, structures expertes, associations) que des syndicats de salariés et organisations patronales sur un problème qui devient un problème majeur tant social qu'économique. De trop nombreux aidants salariés ont tendance à cacher leur situation qui affecte parfois de manière très importante leur travail.

Nathalie Chusseau, professeure d'économie à l'université de Lille, évaluait à 29 milliards les pertes des entreprises du fait des absences et des diminutions de capacités du fait d'une aidance non-assumée, c'est à dire non accompagnée, non prise en charge. C'est un « invisible » considérable ! Dialoguant avec Marie-Anne Montchamp, directrice de l'OCIRP, Maëlig Le Bayon, directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) —que Marie-Anne Montchamp avait présidée— soulignait que le vieillissement de la population allait entrainer l'entrée en perte d'autonomie de plus de 700.000 personnes d'ici 2050 ce qui allait nécessiter 400.000 emplois nouveaux qui viendraient s'ajouter aux 300.000 sorties prévues dans le secteur.
Ce sont donc des enjeux majeurs dont il était question. Ces enjeux devraient provoquer la mise-en-œuvre d'une mobilisation et d'une complémentarité de l'ensemble des institutions sociales dans leur diversité. C'est Marie-Anne Montchamp qui, signalant des accords de branche en nombre croissant en la matière — mais demeurant modeste, a évoqué la nécessité d'un Accord national interprofessionnel (ANI) « Aidants salariés ». La proposition fut reprise par plusieurs des syndicalistes présents dont Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT qui souligna cependant que cette question se heurtait au manque de moyens consacrés à une amélioration des conditions du travail, alors que l'on assistait au développement des situations de précarité. Thierry Grégoire pour « Les Entrepreneurs » (ex-CPME) tint à préciser que de l'argent il y en avait notamment de la part des entreprises et que la question était celle du fléchage de ces sommes sur des sujets sociaux majeurs comme celui des aidants.
Un ANI pourrait conduire à de nouvelles stratégies sociales de la part des entreprises, de nouveaux moyens pour les professionnels de l'accompagnement dans un effort de solidarité et de fraternité.

Reprendre le pouvoir sur l'économie et changer notre approche de la distribution des richesses.



Colas AMBLARD
Président de l'institut ISBL

Article paru sur LinKedin
Nous voilà au terme d'une réflexion menée en trois tribunes publiées par l'Institut ISBL, autour d'une même question : comment faire de l'économie sociale et solidaire (ESS) une force d'émancipation capable de transformer les règles du jeu économique ?
Le cheminement part d'une critique, examine les moyens d'agir et débouche sur une ambition politique globale.

1 Préserver le projet de l'ESS face à l'économie de l'impact
Le premier volet interroge la traduction de l'ESS dans le langage de la performance, des indicateurs et de l'investissement à impact. Évaluer une action peut être utile. Toutefois, lorsque les critères des financeurs prennent le pas sur les besoins définis par les collectifs, l'accompagnement peut devenir un instrument de dépossession. La question est alors celle de l'autonomie : qui définit les finalités et les critères de réussite ?
👉 **Lire le premier volet** : https://lnkd.in/eFaY-Dh8

2 Transformer la propriété et le pouvoir dans l'entreprise
Le deuxième volet déplace le débat vers ceux qui possèdent, décident et disposent des résultats. Une promesse de responsabilité ne suffit pas à redistribuer ces pouvoirs. Coopératives, associations détenant des filiales et fondations actionnaires ouvrent des voies concrètes, à condition de protéger le patrimoine collectif et d'organiser une participation effective aux décisions. L'hybridation des ressources doit servir cette maîtrise collective et avant tout, assurer l'autonomie des entités ESS.
👉 **Lire le deuxième volet** : https://lnkd.in/eBXYnjtH

3 Faire des principes de l'ESS une référence commune
Le troisième volet porte cette réflexion à l'échelle de l'économie. Les conquêtes de pouvoir d'achat restent fragiles lorsque les règles de partage de la richesse échappent à ceux qui la produisent. D'où la proposition : agir en amont de la redistribution, sur la propriété, les salaires et les droits de décision. Cette transformation doit conforter les services publics et la protection sociale. Elle exige aussi de l'ESS qu'elle confronte ses pratiques à ses principes et valeurs défendues.
👉 **Lire le troisième volet** : https://lnkd.in/eunVeVuc

Ce triptyque défend ainsi une perspective : faire progresser ensemble le partage des richesses et celui du pouvoir. A l'issue de cette réflexion, il apparaît que l'ESS est "la mère de toutes les batailles." Chaque reprise collective, chaque droit de participation et chaque patrimoine protégé de l'appropriation privée peut y contribuer.
Autrement dit, la démocratie économique se construit dans des droits que nous devons identifier, faire reconnaître, construire et, enfin, rendre effectifs.



La Relève

Pour une transformation économique, sociale et politique
Jean-François Pascal & Maxime Baduel

Face à la montée de la précarité et des inégalités, face à la crise démocratique et aux menaces des populismes autoritaires, comment engager une transformation visant à créer un bien-vivre durable et partagé ? D’abord en plaçant la société civile et l'économie sociale et solidaire (ESS) au cœur d'un nouveau contrat social. À rebours d'un capitalisme financiarisé qui accroît les fractures, l’ESS réencastre l'économie dans la société. Par ses pratiques coopératives et démocratiques, elle redonne du pouvoir d'agir aux citoyens et fabrique des communs. La transformation économique, sociale et politique suppose aussi de régénérer l’action publique, et d’approfondir la responsabilisation du marché et l’engagement sociétal des entreprises. Cela nécessite, entre autres chantiers, de relancer la décentralisation, de développer une culture de la prévention, d’agir à la hauteur des vulnérabilités, de démocratiser la gouvernance et le partage de la valeur dans l’entreprise. Face aux populismes, il nous faut engager et gagner la bataille idéologique et culturelle, estiment les auteurs. Ils font le pari de nouvelles distributions et de nouvelles coordinations entre la société civile, les pouvoirs publics et le marché. Pour eux, la relève est déjà là, travaillant sans relâche à construire un monde meilleur. (*Ed. Les Petits Matins*)

Commander l’ouvrage 👉 **ICI**



REPENSER L’ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
De la crise de la modernité au bien-vivre ensemble
Jean-François Draperi

Née au début du XIX[e] siècle, l’économie sociale et solidaire (ESS) s’est longtemps revendiquée de la modernité. Celle-ci se fonde pourtant sur l'individualisme, la technologie, le colonialisme et la destruction du vivant non humain, et mène aujourd'hui l'humanité vers une impasse écologique et sociale. La crise actuelle de la modernité n'invite-t-elle pas l'ESS à rechercher ses fondements ? Depuis des millénaires, les humains s’entraident, mutualisent, coopèrent et s’associent.

En revendiquant son inscription dans ce mouvement plurimillénaire de solidarités - nommé «associatisme» -, l'ESS peut se redéfinir en lien avec les systèmes d'entraide traditionnels et les mouvements sociaux décoloniaux et, forte de ces ouvertures, concevoir un mieux-vivre ensemble. (*Ed. Les Petits Matins*)

Acheter le livre…

Agenda

18 novembre 2026	**Webinaire « Agir dès l'enfance : quand les villes et les intercommunalités se mobilisent». Réseau français Villes Santé**
20 novembre 2026	**Colloque d'EUROPA : Les intercommunalités en Europe : un renouveau pour la gouvernance territoriale ? Limoges**
23-24-25 novembre 2026	**Rencontres scientifiques 2026 FORESEE Université Grenoble Alpes**
26 novembre 2026	**Vers quels équilibres socio-économiques territoriaux ? 57ème webinaire « Impact & trajectoires » Trajectoires socio-économiques**
27-28 novembre 2026	**Journées de l'économie autrement à Dijon (JEA)**
20-21 janvier 2027	**Université Employeurs engagés – UDES à Paris (MGEN)**
4-5 février 2027	**Rencontres du Mont-Blanc – ESS Forum international - Genève**
30 juin-2 juillet 2027	**11ème conférence internationale de recherche en économie sociale du CIRIEC à Bogota (Colombie)**
2027	**Forum Mondial de l'Economie Sociale et Solidaire (GSEF) à Maricà (Brésil)**

Les partenaires du CIRIC-France



Le **CIRIEC-France** fondé par Léon Jouhaux, Prix Nobel de la paix, est la branche française du CIRIEC International (Centre International de Recherches et d'Information sur l'Economie Publique, Sociale et Coopérative) dont le siège est à Liège en Belgique, organisation scientifique internationale créée en 1947 en marge de l'assemblée générale de l'OIT par Edgard Milhaud, professeur d'économie politique à l'Université de Genève, grand militant de la paix et de l'intérêt général, qui fût proche de Jean Jaurès et de Léon Blum. Les objectifs du **CIRIEC** sont d'assurer et de promouvoir la collecte d'informations, la recherche scientifique et la publication de travaux relatifs aux secteurs économiques et aux activités orientés vers le service de l'intérêt général et collectif. Ainsi, dans ces différents domaines, le **CIRIEC** développe des travaux qui intéressent aussi bien les universitaires que les autorités publiques, les gestionnaires d'organisations, les syndicats, en animant un réseau scientifique international de plus de 750 chercheurs et experts en économie publique et en économie sociale et solidaire

association régie par la loi de 1901
7 passage Tenaille 75014 Paris
courriel : administration@ciriec-france.org

www.ciriec-france.fr

La Lettre du CIRIEC-France

Directeur légal de la publication : Jean-Louis Cabrespines